

News Release

Secretary of
State for
External Affairs



Communiqué

Secrétaire
d'État aux
Affaires
extérieures

N° 294

Le 28 décembre 1990

SITUATION DANS LE GOLFE

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a rendu public aujourd'hui copie d'une lettre qu'il a fait parvenir à l'honorable John Bosley, président du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur de la Chambre des communes, concernant la situation dans le Golfe persique. Le texte de la traduction de cette lettre suit.

- 30 -

Pour de plus amples renseignements, les médias peuvent contacter le:

Service des relations avec les médias
Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada
(613) 995-1874

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada
External Affairs and
International Trade Canada

Canada

The Rt. Hon. Joe Clark, P. C., M. P.
Secretary of State for External Affairs



Canada

Le très hon. Joe Clark, C. P., député
Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

OTTAWA, Canada
K1A 0G2

Le 28 décembre 1990

Monsieur,

Comme l'année tire à sa fin, je voulais vous mettre au courant, ainsi que les membres de votre comité, de l'évolution de la situation dans la crise du Golfe.

Lors de la dernière réunion du comité, les discussions ont porté en grande partie sur l'effet des sanctions imposées à l'Iraq et sur l'absence relative de sensibilité dont font preuve les dirigeants iraqiens à l'égard des pénuries et des problèmes causés par l'embargo international. À notre connaissance, il n'y a eu aucun changement important de la situation depuis lors : les secteurs civils de l'économie sont touchés plus sévèrement que le secteur militaire, privilégié. Le rationnement est toujours en vigueur, les prix des aliments et des biens de consommation continuent de monter, et de plus en plus d'entreprises non essentielles sont forcées de réduire ou de cesser leur production. Mais il faut surtout retenir que la coopération internationale, pour ce qui est d'imposer et de faire respecter l'embargo, s'avère très efficace, et qu'il y a peu de cas de violation des sanctions. Comme vous le savez, le Canada joue un rôle prépondérant dans l'imposition des sanctions, et jusqu'à ce jour, les navires canadiens ont intercepté 1597 vaisseaux dans le Golfe. Cela représente 25 % de toutes les interceptions effectuées par la force multilatérale.

Pourtant, bien qu'il s'agisse là des sanctions les plus complètes et les plus efficaces que la communauté internationale ait jamais appliquées, nous devons reconnaître qu'absolument rien n'indique qu'elles aboutissent aux résultats escomptés, c'est-à-dire persuader le gouvernement iraqien d'obéir aux résolutions du Conseil de sécurité. Comme nous l'avons déjà fait remarquer, il est évident que les dirigeants iraqiens semblent bien moins décidés à assurer le bien-être de la population qu'à conserver les territoires qu'ils ont si mal acquis.

L'honorable John Bosley
Président,
Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur
Chambre des communes
Ottawa

c.c. Tous les membres du Comité permanent des affaires étrangères
et du commerce extérieur

En effet, il y a eu une augmentation incessante des forces militaires à l'intérieur du Koweït, au point où plus de 50 % des troupes iraqiennes semblent s'y trouver maintenant, et qu'absolument rien ne laisse envisager la possibilité d'un retrait. Et il y a pire. Nous avons tous pu voir récemment que la brutale occupation du Koweït se poursuit, et que les forces iraqiennes continuent de violer toutes les normes de comportement civilisé et les droits de la personne.

Lors de la dernière réunion du Comité axée sur la crise, nous avons décrit les interventions diplomatiques qui avaient eu lieu, notamment mon propre déplacement dans la région, juste avant et pendant l'adoption de la résolution 678 du Conseil de sécurité. Depuis lors, un certain nombre de dirigeants étrangers, dont le Président Chadli Bendjedid d'Algérie, se sont efforcés de trouver un moyen pacifique de résoudre la crise, toujours sur la base des résolutions du Conseil de sécurité. J'ai bien peur que leurs efforts n'aient pas obtenu les résultats espérés, et, malheureusement, ils sont de plus en plus persuadés que l'Iraq est bien décidé à s'accrocher au Koweït à tout prix.

L'attitude de l'Iraq à l'égard des discussions avec les États-Unis, qui avaient été proposées par le Président Bush, il y a un mois, est certes des plus inquiétantes. Bien que Saddam Hussein ait d'abord accepté la proposition, ce qui était un signe encourageant, il a par la suite refusé de s'entendre sur une date raisonnable, et a voulu fixer des conditions préalables aux discussions, montrant ainsi, hélas, qu'il n'est pas prêt à entamer sérieusement le dialogue.

Pendant ce temps, la coalition internationale formée contre l'Iraq reste ferme. Malgré les tentatives iraqiennes de rompre l'entente, les gouvernements régionaux et autres ont prouvé qu'ils étaient bien décidés à continuer à s'opposer ensemble à l'invasion et à l'annexion du Koweït. Certains commentateurs ont avancé que cette détermination collective a peut-être été affaiblie par l'annonce récente de la démission du ministre des Affaires étrangères soviétique, M. Shevardnadze. Je reste cependant convaincu que l'appui de l'Union soviétique à notre résolution commune restera inchangé.

Même s'il n'y a pas eu de signes positifs dernièrement, le gouvernement est déterminé à explorer toutes les possibilités pour trouver à la crise une solution pacifique où l'Iraq se conformerait aux résolutions du Conseil de sécurité. Nous demeurons pour cela constamment en contact avec les leaders de la région et d'ailleurs. Lors de mon récent voyage au Moyen-Orient, j'ai expliqué que, même si le Canada ne pouvait pas accepter l'idée de relier la crise du Golfe et le conflit israélo-arabe, nous reconnaissons qu'il faut trouver des solutions durables à tous les problèmes qui déchirent cette région. Nous avons

également fait connaître clairement notre volonté de participer à l'instauration d'une présence de maintien de la paix dans la région, si besoin était, après le retrait des forces armées. Ces questions seront explorées par la ministre associée de la Défense nationale, qui se rend dans la région en fin de semaine.

A cette heure des bilans de fin d'année, je pense que les Canadiens peuvent être vraiment fiers du rôle que leur pays et leurs compatriotes jouent dans la crise. Nous avons déployé des efforts diplomatiques dans la région et ailleurs. Nous avons participé de façon constructive aux délibérations du Conseil de sécurité des Nations Unies, au sein duquel notre mandat tire maintenant à sa fin. Nous avons joué un rôle de premier plan dans les programmes d'aide économique aux pays les plus durement touchés par la crise et avons présidé un important sous-comité des Nations Unies chargé de coordonner cette aide. Le personnel de nos ambassades à Koweït et à Bagdad a travaillé sans relâche, s'exposant même à certains dangers, pour assurer la sécurité et le bien-être de ressortissants canadiens et autres pris dans le tourbillon de la crise. De plus, de nombreux jeunes Canadiens et Canadiennes sont toujours dans la région; ils représentent notre contribution militaire à l'effort collectif déployé pour faire échec à l'agression iraquienne et proclamer haut et fort que le monde auquel nous aspirons repose sur le respect du droit international.

Indépendamment des événements des prochaines semaines, nous pouvons déjà tirer des leçons de la crise du Golfe. Ces leçons sont conformes aux positions adoptées depuis toujours par le Canada en matière de politique internationale. La première et la plus importante est que la crise a galvanisé la communauté internationale et l'a amenée à se servir des Nations Unies de la façon prévue par ses fondateurs lorsqu'ils ont rédigé la Charte des Nations Unies à la fin de la Seconde guerre mondiale.

Une autre leçon à tirer est la nécessité de renforcer nos efforts pour contrer les risques et les problèmes associés à la prolifération des armes de destruction massive. Ce sera un des points sur lesquels nous nous concentrerons nos efforts au cours des prochains mois.

Je sais que tous les Canadiens entretiennent comme nous l'espoir, surtout en cette période de réjouissance où ils réfléchissent à l'année écoulée et à celle à venir, qu'une issue autre que la guerre sera trouvée à l'impasse actuelle. Les possibilités de paix ne sont pas encore toutes épuisées. Je demeure personnellement confiant que l'Iraq constatera à quel point le monde est déterminé à voir la souveraineté du Koweït rétablie et qu'il reviendra sur sa décision d'annexer ce pays tout comme il est revenu sur celle de garder les otages.

Maintenant que la guerre froide est derrière nous, que de nombreux signes laissent entrevoir l'avènement d'une ère de coopération internationale et de respect de la règle de droit, il est d'autant plus important que nous demeurions tous résolus à ne pas fermer les yeux sur l'agression. Comme par le passé, le Canada continue et continuera de jouer son rôle dans cette entreprise internationale.

Je serai heureux de reprendre les discussions avec vous et votre comité le 15 janvier. La crise du Golfe persique étant très présente à l'esprit de tous les Canadiens, je prends la liberté de rendre cette lettre publique. Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.



050020082